

**31 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente  
pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment l'article 5, 6°;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 23 avril 1999;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise, les apprentis et les stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives à l'évaluation continue et à l'examen dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**TITRE Ier. — Dispositions communes**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « arrêté relatif aux cours de formation » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dispensés dans le cadre de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

2° « arrêté relatif aux conditions d'agrément des contrats d'apprentissage » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 ou du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° « Institut » : l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° « Centre » : le Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

5° « direction territoriale » : la direction territoriale de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

6° « auditeur régulier » : l'auditeur qui a suivi effectivement au moins 2/3 des leçons organisées au cours de l'année de formation;

7° « auditeur régulier ajourné » : l'auditeur qui, tout en étant régulier, n'a pas réussi antérieurement sa formation et doit représenter les examens sans pour autant resuivre les cours;

8° « connaissances intégrées » :

a) pour le titre II, les connaissances générales et professionnelles faisant l'objet d'un même cours;

b) pour le titre III, les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles faisant l'objet d'un même cours;

a) « examen A » :

— pour le titre II, l'examen portant sur les connaissances générales;

— pour le titre III, l'examen portant sur les connaissances de gestion;

b) « examen B » : l'examen portant sur les connaissances professionnelles théoriques;

c) « examen I » : l'examen portant sur les connaissances intégrées;

d) « examen C » : l'examen portant sur les aptitudes professionnelles pratiques.

**Art. 2.** L'Institut coordonne tant l'organisation de l'évaluation continue que celle de l'examen pour lequel il assure la surveillance pédagogique et administrative.

**Art. 3.** Le Centre organise aussi bien l'évaluation que l'examen et assure le bon déroulement de ceux-ci, leur régularité ainsi que l'application du plan d'organisation visé aux articles 11 et 32.

**Art. 4.** Les questionnaires des examens A, B et I sont mis à la disposition de l'Institut au minimum quinze jours avant la date de l'épreuve.

Les examens sont écrits ou oraux. Un compte-rendu écrit des examens oraux, rédigé conformément aux modalités et conditions fixées par l'Institut, est conservé au Centre.

Les copies et les travaux des candidats ainsi que les pièces d'épreuves non consommables sont mis à la disposition de l'Institut jusqu'au 30 septembre de l'année civile suivant celle de l'examen.

Au cas où des irrégularités devaient être constatées, celles-ci pourraient entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, selon les modalités fixées par l'Institut, sans préjudice d'autres décisions administratives.

**TITRE II. — Evaluations en apprentissage****CHAPITRE Ier. — Evaluation de fin d'apprentissage**

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre organise l'évaluation de fin d'apprentissage pour :

1° l'apprenti engagé dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par l'Institut en vertu de l'arrêté fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage. L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle le contrat d'apprentissage prend fin;

2° l'auditeur régulier inscrit aux cours d'apprentissage qui, sans remplir la condition mentionnée au 1° suit une formation pratique équivalente à celle du contrat d'apprentissage. L'évaluation est effectuée pendant l'année au cours de laquelle cette formation se termine;

3° l'auditeur régulier ajourné qui introduit une demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'évaluation.

§ 2. L'auditeur qui est dispensé des cours en application de l'article 19, § 2, de l'arrêté relatif aux cours de formation est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. 1° Sont évaluées, en fonction du programme de formation élaboré pour chaque profession :

a) soit les connaissances générales et les connaissances professionnelles, chacune à raison de 30 % du total des points, soit les connaissances intégrées à concurrence de 60 % du total des points;

b) les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 % du total des points.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'Institut peut adopter une répartition différente entre les épreuves pour certaines formations qu'il détermine.

§ 3. L'évaluation des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visée au § 1<sup>er</sup> comprend :

1° une évaluation continue;

2° un examen organisé au terme de l'apprentissage qui comprend soit un examen A et un examen B soit un examen I.

La répartition des points entre l'évaluation continue et l'examen final est fixée par l'Institut.

Celui-ci peut, pour certaines matières, décider de ne pas procéder à une évaluation.

L'évaluation des aptitudes professionnelles pratiques a lieu lors d'un examen C organisé au terme de l'apprentissage.

§ 4. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des §§ 1<sup>er</sup> à 3.

**Art. 7.** Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I. La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 30 juin. Elle est mentionnée au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

Les examens C font l'objet d'une session par an. Cette session se tient entre le 15 mai et le 30 septembre sauf pour les professions ayant un caractère saisonnier déterminées par l'Institut et pour lesquelles la date limite est portée au 31 décembre.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre inscrit soit aux examens A et B soit à l'examen I :

1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de cours;

2° l'auditeur régulier ajourné visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°.

§ 2. Le Centre inscrit à l'examen C :

1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de formation et qui a réussi, lors d'une session antérieure, soit les examens A et B soit l'examen I;

2° l'auditeur régulier visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°.

§ 3. L'Institut inscrit aux examens B et C l'auditeur pour lequel des cours professionnels n'ont pu être organisés.

**Art. 9.** Les formateurs élaborent le contenu des examens A, B et I conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut. Ils procèdent à l'évaluation.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Il est instauré, dans chaque centre, des Commissions d'examen B pour les professions pour lesquelles aucun cours spécifique n'a été organisé et des Commissions d'examen C. La Commission d'examen se compose :

a) soit d'un formateur et d'un professionnel qui n'a pas la qualité de formateur, sauf dérogation de l'Institut;

b) soit de deux professionnels au cas où aucun cours spécifique n'a été organisé dans la profession faisant l'objet de l'examen.

L'Institut peut fixer, pour certaines professions qu'il détermine, un nombre plus élevé de membres pour la Commission d'examen C.

§ 2. Après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, le Centre propose les membres de la Commission d'examen C.

L'Institut complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses Commissions d'examen C.

La Commission d'examen C procède à l'évaluation de l'examen C conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut notamment quant à son contenu et à ses critères d'évaluation.

**Art. 11.** Au plus tard quatre semaines avant le début des épreuves, le Centre soumet à l'Institut un plan d'organisation des examens C et des examens B pour lesquels aucun cours n'a été organisé.

Le plan comprend notamment les noms des membres de la Commission d'examen C, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Deux semaines après réception du projet de plan d'organisation, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques. Le Centre apporte les corrections éventuelles et transmet le plan d'organisation définitif à l'Institut avant le début des épreuves.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

1° 50 % au total en connaissances générales et en connaissances professionnelles ou 50 % dans chacune des matières faisant l'objet des cours en connaissances intégrées;

2° en formation pratique, 60 % des points pour l'ensemble de l'évaluation et 40 % dans chacune des activités professionnelles dans les cas de professions à activités multiples dont la liste est fixée par l'Institut.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima par matière pour certains programmes de formation concernant les professions au sujet desquelles des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage ont été fixées.

**Art. 13.** Il est instauré, dans chaque Centre, des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux directives de l'Institut, les décisions relatives au suivi pédagogique de l'apprenti et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation.

L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle celles-ci ont lieu; son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au minimum une fois en fin de formation afin de statuer sur le cas du candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation. Le Conseil de formateurs éventuellement restreint peut délibérer à l'issue de la seconde session mentionnée à l'article 7.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre communique le résultat de l'évaluation et la décision éventuelle du Conseil de formateurs visé à l'article 13 à l'apprenti et à son représentant légal, à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier transmet immédiatement le résultat et la décision du Conseil de formateurs au chef d'entreprise.

§ 2. Le candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation et pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision d'échec, peut s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B ou I dans lesquels il n'a pas obtenu le minimum des points requis.

Le Centre le convoque automatiquement en seconde session, sauf si le Conseil de formateurs a émis un avis défavorable, motivé par des raisons autres que disciplinaires.

§ 3. Le candidat qui a satisfait à l'évaluation, ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite, obtient un certificat délivré par le Centre au nom du Gouvernement wallon.

§ 4. A la demande de l'auditeur, un certificat partiel conforme au modèle établi par l'Institut est délivré par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations mentionnées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE II. — *Evaluation en cours d'apprentissage*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre organise une évaluation annuelle pour :

1° l'apprenti engagé dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par l'Institut en vertu de l'arrêté relatif aux conditions d'agrément des contrats d'apprentissage;

2° l'auditeur régulier inscrit aux cours d'apprentissage qui ne remplit pas la condition mentionnée au 1°.

§ 2. L'auditeur qui est dispensé des cours, en application de l'article 19, § 2, de l'arrêté relatif aux cours, est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Sont évaluées en fonction du programme élaboré pour chaque profession :

1° soit les connaissances générales et les connaissances professionnelles théoriques, à raison chacune de 50 % du total des points;

2° soit les connaissances intégrées.

§ 2. L'évaluation comprend :

1° une évaluation journalière pour autant qu'elle soit mentionnée dans les programmes agréés;

2° une ou plusieurs évaluations organisées à la fin de l'étude d'une matière ou d'un module de matières, visé aux articles 17 et 43 de l'arrêté relatif aux cours. Ces évaluations sont mentionnées au calendrier horaire.

La répartition des points entre l'évaluation journalière et l'évaluation de fin d'étude ou de module est fixée par l'Institut.

§ 3. Une session organisée pour l'auditeur absent lors de la première session pour un motif qui selon la législation sociale justifie l'absence au travail, appelée session différée, peut être organisée pour les examens A, B et I. La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 30 juin. Elle est mentionnée au calendrier-horaire. La session différée se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

§ 4. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

— en cours généraux et en cours professionnels : 50 % au total;

— en cours intégrés : 50 % dans chacune des matières.

§ 5. Par dérogation au § 4, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima par matière pour certains programmes de formation. Dans ce cas, une seconde session sera organisée.

§ 6. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des §§ 1<sup>er</sup> à 4.

**Art. 17.** Les formateurs préparent les examens pour les cours dont ils sont responsables.

Les formateurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation, ainsi que l'appréciation des formateurs.

**Art. 18.** Il est instauré dans chaque Centre des Conseils de formateurs. Le Conseil des formateurs examine le dossier de l'apprenti, il peut notamment proposer toute mesure individuelle de nature à aider l'apprenti dans sa formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation.

L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle celles-ci ont lieu, son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil se réunit, au minimum :

- en fin de première et de deuxième année, au plus tard le 5 juillet;
- à l'issue de la session différée visée à l'article 16, § 3, et, au plus tard, le 20 septembre.

**Art. 19.** Il est instauré dans chaque direction territoriale des Commissions de tutelle.

La Commission de tutelle comprend :

- a) le directeur de l'entité territoriale ou son représentant;
- b) un conseiller pédagogique de l'Institut;
- c) le délégué à la tutelle.

Le directeur du Centre ou son mandataire assiste de droit, avec voix consultative, aux réunions de la Commission.

Les propositions et décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix.

La Commission peut inviter toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation et se faire produire en temps utile tous les renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

La Commission doit, si nécessaire, inviter le Centre à soumettre à nouveau le dossier au Conseil de formateurs réuni à l'issue de la session différée.

La Commission se réunit au plus tard le 20 juillet. Dans le cas d'une session différée visée à l'article 16, § 3, ce délai est fixé au 30 septembre, date à laquelle tous les dossiers doivent avoir fait l'objet d'une décision.

Un procès-verbal des délibérations de la Commission est établi et signé à l'issue de la séance par les membres de la Commission.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'examen du dossier de l'apprenti qui n'a pas satisfait à l'évaluation se fait de la manière suivante :

1° si l'apprenti a suivi l'ensemble des cours dans un seul Centre :

a) le Conseil de formateurs visé à l'article 18 décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Le Centre transmet à l'Institut, au plus tard le 10 juillet, la liste des apprentis pour lesquels il s'est prononcé, accompagnée des résultats des épreuves ainsi que de ses décisions et avis.

Ce délai est fixé au 20 septembre pour l'apprenti appelé à présenter une session différée.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation;

b) lorsque la capacité à accéder à la classe supérieure n'est pas établie, le Conseil de formateurs transmet également à l'Institut un dossier comprenant les éléments d'appréciation et la justification de sa décision;

2° si l'apprenti a suivi les cours dans deux Centres :

a) le Conseil de formateurs de chaque Centre décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation;

b) chaque Centre transmet à la direction territoriale qui est intervenue dans l'agrément du contrat d'apprentissage, au plus tard le 10 juillet, les résultats de l'évaluation et les décisions et propositions du Conseil de formateurs.

Ce délai est fixé au 20 septembre pour l'apprenti appelé à présenter une session différée.

§ 2. Le dossier de l'apprenti qui n'a pas satisfait à l'évaluation et dont le Conseil ou les Conseils de formateurs n'a ou n'ont pas établi la capacité à accéder à la classe supérieure, est soumis à la Commission de tutelle visée à l'article 19.

La Commission peut prendre une décision de prolongation du contrat d'apprentissage lorsqu'elle estime que l'apprenti doit recommencer l'année.

La Commission peut prendre une décision de retrait d'agrément du contrat d'apprentissage, conformément à l'article 26 de l'arrêté relatif aux conditions d'agrément des contrats d'apprentissage lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Un retrait d'agrément pris suite à une proposition de la Commission ne peut être levé qu'avec l'accord de celle-ci et pour autant que les conditions d'agrément d'un nouveau contrat soient réunies.

La Commission peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans la formation.

**Art. 21.** Les décisions visées aux articles 19 et 20 doivent être approuvées par l'Institut. En cas de retrait d'agrément, la Commission émet des propositions pour permettre à l'apprenti de se réorienter conformément à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 ou de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément du délégué à la tutelle dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup> Les résultats des évaluations sont communiqués par le ou les Centres où l'apprenti a suivi les cours, à celui-ci et à son représentant légal, à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier les transmet immédiatement au chef d'entreprise.

Lorsque l'apprenti n'a pas été admis par le Conseil de formateurs à accéder à la classe supérieure, le Centre informe celui-ci et son représentant légal que son dossier sera examiné par une Commission de tutelle.

Lorsque l'apprenti qui a suivi les cours dans deux Centres n'a pas été admis par le Conseil de formateurs dans l'un ou les deux Centres :

1° l'Institut informe l'apprenti et son représentant légal de l'examen du dossier en Commission de tutelle;

2° le délégué à la tutelle informe le chef d'entreprise de l'examen du dossier en Commission de tutelle.

§ 2. Les propositions et décisions de la Commission sont communiquées :

1° par l'Institut, aux Centres concernés ainsi qu'à l'apprenti et à son représentant légal;

2° par le délégué à la tutelle, au chef d'entreprise.

**Art. 23.** Dans le cas où un redoublement de l'année est proposé, le délégué à la tutelle invite les parties contractantes à marquer leur accord pour la prolongation du contrat d'apprentissage. Il informe par écrit l'apprenti et son représentant légal de ce que le refus de la prolongation ou l'absence de réponse entraîne le retrait d'agrément du contrat. Ce courrier précisera le délai de réponse de même que la sanction encourue en cas d'absence de réaction à ce courrier.

L'avenant de prolongation du contrat d'apprentissage doit parvenir à l'Institut au plus tard le 30 septembre.

**Art. 24.** A la demande de l'apprenti, le Centre lui délivre, selon le cas, les attestations de fréquentation des cours ou les attestations de réussite aux évaluations de fin d'année.

**Art. 25.** L'Institut procède à l'évaluation de la formation pratique en entreprise selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Cette évaluation a pour but :

1° de vérifier si l'état d'avancement de la formation pratique de l'apprenti satisfait aux exigences du programme de formation et si les conditions de l'apprentissage répondent aux prescriptions légales et réglementaires;

2° de remédier, le cas échéant, aux lacunes et carences constatées.

Elle comprend deux volets :

— une évaluation régulière;

— une évaluation annuelle.

### TITRE III. — *Evaluations en formation de chef d'entreprise*

#### CHAPITRE Ier. — *Evaluation de fin de formation de chef d'entreprise*

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre organise l'évaluation de fin de formation de chef d'entreprise pour :

1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de cours;

2° moyennant accord du Centre, l'auditeur qui n'a pas suivi tout ou partie des cours pour des raisons de formation antérieure ou de force majeure;

3° l'auditeur régulier ajourné ou absent à l'épreuve C qui introduit une demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'examen.

§ 2. L'auditeur qui est dispensé des cours en application de l'article 48 de l'arrêté relatif aux cours est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Sont évaluées, en fonction du programme de formation élaboré par l'Institut pour chaque profession :

1° les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles, évaluées chacune à raison de 30 % du total des points ou les connaissances intégrées qui sont évaluées à concurrence de 60 % du total des points;

2° les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 % du total des points.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'Institut peut adapter une répartition différente entre les épreuves pour certaines formations qu'il détermine.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, pour certaines formations déterminées par l'Institut, les connaissances théoriques et pratiques peuvent être évaluées simultanément.

§ 4. L'évaluation des connaissances de gestion, des connaissances professionnelles théoriques et des connaissances intégrées visée au § 1<sup>er</sup>, comprend :

1° une évaluation continue;

2° un examen organisé au terme de la formation de chef d'entreprise qui comprend soit un examen A et un examen B soit un examen I.

La répartition des points entre l'évaluation continue et l'examen final est fixée par l'Institut.

L'Institut peut, pour certaines matières, décider qu'il n'a pas lieu de procéder à une évaluation.

L'évaluation des aptitudes professionnelles pratiques a lieu lors d'un examen C organisé au terme de la formation de chef d'entreprise.

§ 5. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des §§ 1<sup>er</sup> à 4.

**Art. 28.** Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I visés à l'article 27, § 4.

La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 15 juillet.

Elle est mentionnée au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

L'examen C visé à l'article 27, § 4, fait l'objet d'une session par an, ayant lieu entre le 15 mai et le 30 septembre.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour les formations dont l'Institut établit la liste, en cas de réussite aux examens A, B ou I, une session supplémentaire d'examen C peut être organisée conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut entre le 15 décembre et le 15 janvier de l'année suivante.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour les professions ayant un caractère saisonnier déterminées par l'Institut, les dates d'organisation des examens C peuvent moyennant l'accord préalable de l'Institut, être portées au 31 décembre.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre inscrit aux examens A, B ou I les auditeurs visés à l'article 26, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

Sous réserve du § 2, le Centre inscrit à l'examen C les auditeurs visés à l'article 26, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le Centre inscrit à l'examen C le candidat qui justifie d'une expérience pratique suffisante conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut.

Le candidat qui effectue en entreprise un stage dont les modalités sont fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 ou par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage justifie de l'expérience pratique requise à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 30.** Les formateurs élaborent le contenu des examens A, B et I conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut. Ils procèdent à l'évaluation.

**Art. 31.** Il est instauré dans chaque centre des Commissions d'examen C. La Commission d'examen se compose d'un formateur et, sauf dérogation de l'Institut, d'un professionnel qui n'a pas la qualité de formateur.

L'Institut peut fixer, pour certaines professions qu'il détermine, un nombre plus élevé de membres de la Commission d'examen C.

Après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, le Centre propose les membres de la Commission d'examen C. L'Institut complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses Commissions d'examen C.

La Commission d'examen C procède à l'évaluation de cette épreuve conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut notamment quant à son contenu et à ses critères d'évaluation.

**Art. 32.** Au plus tard, quatre semaines avant le début des épreuves, le Centre soumet à l'Institut un projet de plan d'organisation des examens C.

Le plan comprend notamment les noms des membres de la Commission d'examen C, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Deux semaines après réception du projet de plan d'organisation, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques. Le Centre apporte les corrections éventuelles et transmet le plan d'organisation définitif à l'Institut avant le début des épreuves.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

1° en connaissances A, B ou I : 50 % des points dans chacune des matières. En outre, pour toutes les formations exigeant le certificat d'enseignement secondaire supérieur à l'entrée : 60 % au total des points;

2° en connaissances B des formations déterminées par l'Institut : 50 % au total des points;

3° en connaissances pratiques : 60 % des points pour l'ensemble de l'évaluation et 50 % dans chacune des activités professionnelles dans le cas de professions à activités multiples dont la liste est fixée par l'Institut;

4° en connaissances pratiques et théoriques évaluées simultanément comme prévu à l'article 27, § 3 : 60 % des points.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima par matière pour certains programmes de formation qu'il détermine.

**Art. 34.** Il est instauré, dans chaque Centre, des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, les décisions relatives au suivi pédagogique de l'auditeur et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation. L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle celles-ci ont lieu; son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au moins une fois en fin de formation afin de statuer sur le cas de l'auditeur qui n'a pas satisfait à l'évaluation.

Le Conseil de formateurs éventuellement restreint peut délibérer à l'issue de la seconde session mentionnée à l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 35.** Le Centre communique par écrit le résultat de l'évaluation ainsi que la décision éventuelle du Conseil de formateurs visé à l'article 34, au candidat ainsi qu'à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier transmet sans délai le résultat et la décision du conseil de formateurs au chef d'entreprise.

Le candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation et pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision d'échec, peut s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B ou I dans lesquels il n'a pas obtenu le minimum des points requis, à condition d'y être admis par le Conseil de formateurs. Le Conseil de formateurs en élabore le contenu.

Le candidat régulier qui a satisfait à l'évaluation ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite obtient un diplôme délivré par le Centre au nom du Gouvernement wallon.

A la demande de l'auditeur, un certificat partiel conforme au modèle fixé par l'Institut est délivré par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations mentionnées à l'article 27, § 1<sup>er</sup>.

Le candidat qui a satisfait à l'évaluation des cours de gestion ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite obtient un certificat de gestion conforme au modèle fixé par l'Institut, délivré par le Centre au nom du Gouvernement wallon.

CHAPITRE II. — *Evaluation en cours de formation de chef d'entreprise*

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Le Centre organise une évaluation annuelle pour l'auditeur régulier.

L'auditeur qui est dispensé de cours, en application de l'article 48 de l'arrêté relatif aux cours, est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

§ 2. Deux sessions peuvent être organisées pour les examens A, B et I. La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 15 juillet et doit être mentionnée au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Sont évaluées, en fonction du programme élaboré par l'Institut pour chaque profession :

a) soit les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles théoriques évaluées chacune à raison de 50 % du total des points;

b) soit les connaissances intégrées.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'Institut peut adapter une répartition différente entre les épreuves pour certaines formations qu'il détermine.

§ 2. L'évaluation comprend deux volets : d'une part, une évaluation en cours d'année et, d'autre part, un examen de fin d'année.

La répartition des points entre les deux volets de l'évaluation est fixée par l'Institut. Celui-ci peut, pour certaines matières, décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une évaluation.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 38.** Les formateurs préparent les examens pour les cours dont ils sont responsables.

Les formateurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir en connaissances A, B et I : 50 % des points dans chacune des matières faisant partie des cours et :

a) pour les formations exigeant le certificat d'enseignement secondaire supérieur à l'entrée : 60 % de l'ensemble des points ou

b) pour les formations déterminées par l'Institut : 50 % au total pour l'ensemble des points en connaissances professionnelles.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, pour certains programmes de formation, l'Institut peut modifier ces seuils de réussite ou fixer des minima par matière.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Il est instauré dans chaque Centre des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, les décisions relatives au suivi pédagogique de l'auditeur et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre et de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation. L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle ces réunions ont lieu; son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au moins une fois en fin d'année afin de statuer sur le cas de l'auditeur qui n'a pas satisfait à l'évaluation. Le Conseil de formateurs éventuellement restreint peut délibérer à l'issue de la seconde session mentionnée à l'article 36, § 2.

§ 2. Le dossier du stagiaire qui n'a pas satisfait à l'évaluation et donc le Conseil ou les Conseils de formateurs n'a ou n'ont pas établi la capacité à accéder à la classe supérieure, est soumis à la Commission de tutelle visée à l'article 19.

Elle délibère selon les modalités définies aux articles 20, § 2, et 21.

**Art. 41.** Le Centre communique par écrit le résultat de l'évaluation, ainsi que la décision éventuelle du Conseil de formateurs visé à l'article 40, au candidat, à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier transmet sans délai le résultat et la décision du Conseil de formateurs au chef d'entreprise.

A la demande de l'auditeur, le Centre lui délivre, selon le cas, une attestation de fréquentation des cours ou de réussite à l'une des évaluations.

**Art. 42.** L'examen du dossier du stagiaire qui n'a pas satisfait à l'évaluation se fait conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut.

**Art. 43.** L'Institut procède à l'évaluation de la formation pratique dispensée en entreprise aux auditeurs ayant conclu une convention de stage en vertu des arrêtés du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 ou de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatifs à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Cette évaluation a pour but :

1° de vérifier si l'état d'avancement de la formation pratique du stagiaire satisfait aux exigences du plan de formation et si les conditions dans lesquelles se déroule le stage répondent aux prescriptions légales et réglementaires;

2° de remédier, le cas échéant, aux lacunes et carences constatées.

Elle comprend deux volets :

— une évaluation régulière;

— une évaluation annuelle.

CHAPITRE III. — *Evaluation des cours accélérés*

**Art. 44.** L'auditeur régulier est soumis à une évaluation dont les conditions de réussite sont fixées aux articles 33 et 39.

L'évaluation se fonde sur le programme de formation.

**Art. 45.** Les formateurs préparent les examens pour les cours dont ils sont responsables.

Les formateurs procèdent à l'évaluation des connaissances du candidat.

Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

**Art. 46.** Il est instauré dans chaque Centre des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut les décisions relatives au suivi pédagogique de l'auditeur et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation.

L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle ces réunions ont lieu, son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au minimum une fois à l'issue du cycle de formation afin d'examiner les résultats de chacun des auditeurs et de statuer.

**Art. 47.** Dans les quinze jours de la fin de la session de formation, le Centre communique au candidat et à l'Institut les résultats de l'évaluation et la décision éventuelle du Conseil de formateurs.

Le candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation et pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision d'échec peut s'inscrire à la seconde session pour les examens pour lesquels il n'a pas obtenu le minimum des points requis, à condition d'y être admis par le Conseil de formateurs.

Cette seconde session doit être organisée par le Centre dans les deux mois qui suivent la fin de la première session.

Dans les quinze jours de la fin de la seconde session, le Centre communique au candidat et à l'Institut les résultats de l'évaluation et la décision éventuelle du Conseil de formateurs.

**Art. 48.** Le Centre délivre, dans le mois qui suit la fin de la formation, au candidat qui a satisfait à l'évaluation, ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite, un certificat conforme au modèle-type fixé par l'Institut et le transmet à ce dernier pour signature.

**Art. 49.** Les questionnaires des évaluations sont tenus à la disposition de l'Institut, quinze jours avant le déroulement des épreuves.

**TITRE IV. — Dispositions finales**

**Art. 50.** En cas de contestation écrite et motivée quant à la validité d'une évaluation, l'auditeur peut adresser un recours suivant sa situation soit auprès de la Commission de recours instituée au sein de l'Institut, soit auprès de la Commission de recours visée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 réglant les recours et l'organisation et le fonctionnement de la Commission de recours dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

**Art. 51.** L'Institut fixe les modalités d'application du présent arrêté.

**Art. 52.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

**Art. 53.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2000.

**Art. 54.** La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

## VERTALING

N. 2000 — 2432

[C — 2000/27406]

**31 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming  
voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen), gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995, inzonderheid op artikel 5 en 6°;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », gegeven op 23 april 1999;



Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », de permanente vormingscentra van de middenstand, de toezichhoudende afgevaardigden, de bedrijfsleiders, de leerlingen en de stagiairs hoe dan ook op de hoogte moeten zijn van de nieuwe bepalingen die betrekking hebben op de doorlopende evaluatie en het examen in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het nieuwe vormingsjaar op 1 september 2000 van start gaat;

Overwegende dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt en in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

### TITEL I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « besluit betreffende de vormingscursussen » : het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° « besluit betreffende de voorwaarden waaronder de leerovereenkomsten erkend worden » : het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° « Instituut » : het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen);

4° « Centrum » : het « Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » (Centrum voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen);

5° « territoriale directie » : de territoriale directie van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises »;

6° « regelmatige cursist » : de cursist die ten minste 2/3 van de cursussen georganiseerd in de loop van het vormingsjaar heeft gevolgd;

7° « afgewezen regelmatige cursist » : de regelmatige cursist die niet geslaagd is voor zijn vorming en die herexamens moet afleggen zonder de cursussen opnieuw te moeten volgen;

8° « geïntegreerde kennis » :

a) wat betreft titel II, de algemene kennis en de beroepskennis waarvoor dezelfde cursus wordt georganiseerd;

b) wat betreft titel III, de beheers- en beroepskennis waarvoor dezelfde cursus wordt georganiseerd;

a) « examen A » :

— wat betreft titel II, het examen betreffende de algemene kennis;

— wat betreft titel III, het examen betreffende de beheerskennis;

b) « examen B » : het examen betreffende de theoretische beroepskennis;

c) « examen I » : het examen betreffende de geïntegreerde kennis;

d) « examen C » : het examen betreffende de praktische beroepsbekwaamheden.

**Art. 2.** Het Instituut coördineert zowel de organisatie van de doorlopende evaluatie als die van het examen waarop het pedagogisch en administratief toezicht houdt.

**Art. 3.** Het Centrum organiseert zowel de evaluatie als het examen en zorgt voor het goede verloop daarvan, hun regelmatigheid alsook de toepassing van het in artikelen 11 en 32 bedoelde organisatieplan.

**Art. 4.** De vragenlijsten van A-, B- en I-examens worden ter beschikking gesteld van het Instituut ten minste vijftien dagen voor de datum van het examen.

De examens zijn schriftelijk of mondeling. Een schriftelijk verslag, opgemaakt overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde modaliteiten en voorwaarden, wordt bewaard in het Centrum.

De schriften en werken van de kandidaten, alsook de niet-verbruikbare examenstukken worden ter beschikking gesteld van het Instituut tot 30 september van het kalenderjaar dat volgt op het examenjaar.

Eventuele onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig verklaard wordt, volgens de door het Instituut vastgestelde modaliteiten, onverminderd andere administratieve beslissingen.

### TITEL II. — *Evaluaties tijdens de leertijd*

#### HOOFDSTUK I. — *Evaluatie einde leertijd*

**Art. 5.** § 1. Het Centrum organiseert de eindeleertijdsevaluatie voor :

1° de leerling die verbonden is door een leerovereenkomst erkend door het Instituut krachtens het besluit tot bepaling van de voorwaarden waaronder de leerovereenkomsten erkend worden. De evaluatie vindt plaats in de loop van het jaar waarin de leerovereenkomst eindigt;

2° de regelmatige cursist die de leercursussen volgt en die, zonder aan de in 1° bedoelde voorwaarde te voldoen, een praktijkvorming volgt die gelijkwaardig is aan die van de leerovereenkomst. De evaluatie vindt plaats in de loop van het jaar waarin de leerovereenkomst eindigt;

3° de afgewezen regelmatige cursist die voor 31 januari van het evaluatiejaar een schriftelijke aanvraag indient bij het Centrum.

§ 2. De cursist die vrijgesteld is van de cursussen overeenkomstig artikel 19, § 2, van het besluit betreffende de vormingscursussen, wordt vrijgesteld van de voor die cursussen georganiseerde evaluatie.

**Art. 6.** § 1. 1° Geëvalueerd worden, volgens het voor elk beroep opgemaakte vormingsprogramma :

a) hetzij de algemene kennis en de beroepskennis, elk naar verhouding van 30 % van de totaalpunten, hetzij de geïntegreerde kennis naar verhouding van 60 % van de totaalpunten;

b) de praktische beroepsbekwaamheden, naar verhouding van 40 % van de totaalpunten.

§ 2. In afwijking van § 1 mag het Instituut voor bepaalde vormingen een verschillende verdeling kiezen tussen de examens.

§ 3. De in § 1 bedoelde evaluatie van de algemene kennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis omvat :

1° een doorlopende evaluatie;

2° een examen georganiseerd na afloop van de leertijd, dat bestaat hetzij uit een A-examen en een B-examen hetzij uit een I-examen.

De verdeling van de punten tussen de doorlopende evaluatie en het eindexamen wordt door het Instituut vastgesteld.

Voor sommige vakken mag het Instituut beslissen geen evaluatie uit te voeren.

De evaluatie van de beroepsbekwaamheden vindt plaats tijdens een C-examen dat georganiseerd wordt na afloop van de leertijd.

§ 4. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen, mag het Instituut afwijken van de bepalingen van §§ 1 tot 3.

**Art. 7.** Voor de A-, B- en I-examens worden twee zittijden georganiseerd. De eerste zitting die na afloop van de cursussen georganiseerd wordt, eindigt uiterlijk op 30 juni. Die staat vermeld in de uurrooster-kalender. De tweede zitting vindt plaats tussen 15 augustus en 15 september.

Voor de C-examens wordt één zitting per jaar georganiseerd. Die vindt plaats tussen 15 mei en 30 september behoudens voor de door het Instituut vastgestelde seizoengebonden beroepen waarvoor de uiterste datum op 31 december wordt gebracht.

**Art. 8.** § 1. Het Centrum schrijft hetzij voor de A- en B-examens hetzij voor het I-examen in:

1° de regelmatige cursist die het laatste cursusjaar heeft gevolgd;

2° de afgewezen regelmatige cursist bedoeld in artikel 5, § 1, 3°.

§ 2. Het Centrum schrijft voor het C-examen in:

1° de regelmatige cursist die het laatste vormingsjaar heeft gevolgd en die bij een voormalige zitting geslaagd is hetzij voor A- en B-examens of hetzij voor het I-examen;

2° de regelmatige cursist bedoeld in artikel 5, § 1, 3°.

§ 3. Het Instituut schrijft voor B- en C-examens de cursist in voor wie geen beroeps cursus werd georganiseerd.

**Art. 9.** De inhoud van A-, B- en I-examens wordt door de vormingswerkers uitgewerkt overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten. Ze voeren de evaluatie uit.

**Art. 10.** § 1. In elk centrum worden B-Examencommissies opgericht voor de beroepen waarvoor geen specifieke cursus werd georganiseerd alsook C-Examencommissies. De Examencommissie bestaat uit :

a) hetzij een vormingswerker en een deskundige die de hoedanigheid van vormingswerker niet heeft, behoudens afwijking van het Instituut;

b) hetzij twee deskundigen als geen specifieke cursus werd georganiseerd voor het beroep dat het voorwerp is van het examen.

Voor sommige bepaalde beroepen kan door het Instituut een hoger aantal leden van de C-Examencommissie vastgesteld worden.

§ 2. Na eventuele raadpleging van de beroeps- en interprofessionele verenigingen worden de leden van de C-Examencommissie voorgedragen door het Centrum.

De definitieve lijst van de leden wordt aangevuld en vastgelegd door het Instituut, dat deze aan het Centrum bezorgt. Het Centrum stelt dan zijn C-Examencommissies samen.

De C-Examencommissie voert de evaluatie van het C-examen uit overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, namelijk wat betreft de inhoud en de evaluatiecriteria.

**Art. 11.** Uiterlijk vier weken voor het begin van de examens legt het Centrum aan het Instituut een organisatieplan voor van de C- en B-examens waarvoor geen cursus werd georganiseerd.

Het plan bevat o.a. de namen van de leden van de C-Examencommissie, de datum, het uur en de plaats van het examen en het aantal kandidaten.

Twee weken na de ontvangst van het ontwerp van organisatieplan geeft het Instituut kennis van zijn akkoord of opmerkingen aan het Centrum. Na eventuele verbeteringen bezorgt het Centrum het definitieve organisatieplan aan het Instituut voor het begin van de examens.

**Art. 12.** § 1. Om de evaluatie met goed gevolg te ondergaan, moet de kandidaat het volgende resultaat behalen :

1° 50 % van de totaalpunten voor de algemene kennis en de beroepskennis of 50 % voor elk vak waarvoor cursussen geïntegreerde kennis worden georganiseerd;

2° voor de praktijkvorming, 60 % van de punten voor het geheel van de evaluatie en 40 % voor elke beroepsactiviteit in geval van beroepen met veelvoudige activiteiten waarvan de lijst vastgelegd is door het Instituut;

§ 2. In afwijking van § 1 mag het Instituut de minima die vereist zijn om te slagen wijzigen of minima per vak vaststellen voor sommige vormingsprogramma's betreffende de beroepen waarvoor bijzondere voorwaarden m.b.t. de leerovereenkomsten zijn vastgesteld.

**Art. 13.** In elk Centrum worden Raden van vormingswerkers ingesteld. De Raad van vormingswerkers neemt, overeenkomstig de richtlijnen van het Instituut, de beslissingen betreffende het pedagogisch toezicht van de leerling en het eindexamen van de vorming.

De Raad van vormingswerkers bestaat uit vormingswerkers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de toezichthoudende afgevaardigde, die raadgevende stem heeft. Hij mag elke persoon tot zijn werkzaamheden toelaten die beoordelingsgegevens kan verstrekken. Het Instituut wordt uitgenodigd tot de vergaderingen van de Raad ten minste vijftien dagen voor de datum waarop die plaatsvinden; zijn gemachtigde kan die bijwonen met raadgevende stem.

De Raad van vormingswerkers komt ten minste één keer bijeen aan het einde van de vorming om te beslissen over het geval van de kandidaat die voor het examen niet geslaagd is. De eventueel beperkte Raad van vormingswerkers mag beraadslagen na afloop van de in artikel 7 vermelde tweede zitting.

**Art. 14.** § 1. Het Centrum geeft kennis van het resultaat van de evaluatie en van de eventuele beslissing van de in artikel 13 bedoelde Raad van vormingswerkers aan de leerling en aan zijn wettelijke vertegenwoordiger, aan het Instituut en aan de toezichthoudende afgevaardigde. Die laatste deelt onmiddellijk het resultaat en de beslissing van de Raad mee aan de bedrijfsleider.

§ 2. De kandidaat die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan en van wie de Raad heeft geacht dat hij voor het examen gezakt is, mag zich inschrijven voor de A-, B- of I-examens waarvoor hij de vereiste minimumpunten niet heeft behaald.

Hij wordt automatisch voor de tweede zitting opgeroepen door het Centrum, behalve als de Raad van vormingswerkers een ongunstig advies heeft gegeven om andere dan disciplinaire redenen.

§ 3. De kandidaat die de evaluatie met goed gevolg heeft ondergaan of van de wie de Raad van vormingswerkers heeft geacht dat hij voor het examen geslaagd is, krijgt een getuigschrift afgegeven door het Centrum namens de Waalse regering.

§ 4. Op verzoek van de cursist wordt een gedeeltelijk getuigschrift, dat overeenstemt met het door het Instituut opgemaakte model, afgegeven door het Centrum als hij voor één van de in artikel 5, § 1 bedoelde evaluaties geslaagd is.

#### HOOFDSTUK II. — *Evaluatie tijdens de leertijd*

**Art. 15.** § 1. Het Centrum organiseert een jaarlijkse evaluatie voor :

1° de leerling die verbonden is door een leerovereenkomst erkend door het Instituut krachtens het besluit betreffende de voorwaarden waaronder de leerovereenkomsten erkend worden;

2° de regelmatige cursist die de leercursussen heeft gevolgd en die de in 1° vermelde voorwaarde niet vervult.

§ 2. De cursist die vrijgesteld is van de leercursussen, overeenkomstig artikel 19, § 2, van het besluit betreffende de cursussen, wordt vrijgesteld van de voor die cursussen georganiseerde evaluatie.

**Art. 16.** § 1. Geëvalueerd worden, volgens het programma opgemaakt voor elk beroep :

1° hetzij de algemene kennis en de theoretische beroepskennis, elk naar verhouding van 50 % van de totaalpunten;

2° hetzij de geïntegreerde kennis.

§ 2. De evaluatie bestaat uit :

1° een dagelijkse evaluatie voor zover die staat vermeld in de erkende programma's;

2° één of meerdere evaluaties georganiseerd aan het einde van de studie van een vak of van een vakkenpakket bedoeld in artikelen 17 en 43 van het besluit betreffende de cursussen. Die evaluaties staan vermeld in de uurrooster-kalender.

De verdeling van de punten tussen de dagelijkse evaluatie en de eindeleertijdsevaluatie of de evaluatie na afloop van het vakkenpakket wordt door het Instituut vastgesteld.

§ 3. Een zitting, « uitgestelde zitting » genoemd, georganiseerd voor de cursist die afwezig was bij de eerste zitting om een reden die, volgens de sociale wetgeving, de afwezigheid op de werkplaats verantwoordt, mag worden georganiseerd voor de A-, B- en I-examens. De eerste zitting, die aan het einde van de cursussen georganiseerd wordt, eindigt uiterlijk op 30 juni. Die staat vermeld in de uurrooster-kalender. De uitgestelde zitting vindt plaats tussen 15 augustus en 15 september.

§ 4. Om de evaluatie met goed gevolg te ondergaan, moet de kandidaat het volgende resultaat behalen :

— een totaal van 50 % voor de algemene cursussen en voor de beroepscursussen;

— 50 % voor elk vak van de geïntegreerde cursussen.

§ 5. In afwijking van § 4 mag het Instituut de minima die vereist zijn om te slagen wijzigen of minima per vak vaststellen voor sommige vormingsprogramma's. In dit geval wordt een tweede zitting georganiseerd.

§ 6. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen, mag het Instituut afwijken van de bepalingen van §§ 1 tot 4.

**Art. 17.** De examens worden door de vormingswerkers voorbereid voor de cursussen waarmee zij belast zijn.

De vormingswerkers voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

Voor elke kandidaat wordt door het Centrum een dossier opgemaakt met alle gegevens betreffende de evaluatie, alsook de beoordeling van de vormingswerkers.

**Art. 18.** In elk Centrum worden Raden van vormingswerkers ingesteld. De Raad van vormingswerkers onderzoekt het dossier van de leerling en kan alle individuele maatregelen voorstellen die de leerling kunnen helpen.

De Raad van vormingswerkers bestaat uit vormingswerkers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de toezichthoudende afgevaardigde, die raadgevende stem heeft. Hij mag elke persoon tot zijn werkzaamheden toelaten die beoordelingselementen kan verstrekken.

Het Instituut wordt uitgenodigd tot de vergaderingen van de Raad ten minsten vijftien dagen voor de datum waarop die plaatsvinden. Zijn gemachtigde mag die bijwonen met raadgevende stem.

De Raad komt bijeen minstens :

— aan het einde van het eerste en van het tweede jaar, uiterlijk op 5 juli;

— na afloop van de in artikel 16, § 3, bedoelde uitgestelde zitting en uiterlijk op 20 september.

**Art. 19.** In elke territoriale directie worden toezichthoudende Commissies ingesteld.

De toezichthoudende Commissie bestaat uit :

- a) de directeur van de territoriale eenheid of zijn vertegenwoordiger;
- b) een pedagogisch consultant van het Instituut;
- c) de toezichthoudende afgevaardigde.

De directeur van het Centrum of zijn gemachtigde woont van rechtswege de vergaderingen van de Commissie bij met raadgevende stem.

De voorstellen en beslissingen van de Commissie worden genomen bij meerderheid van stemmen.

De Commissie mag elke persoon uitnodigen die beoordelingselementen kan verstrekken en zich alle gegevens laten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van haar opdracht.

De Commissie moet zonodig het Centrum vragen om het dossier opnieuw voor te leggen aan de Raad van vormingswerkers die bijeenkomt na afloop van de uitgestelde zitting.

De Commissie komt uiterlijk op 20 juli bijeen. In geval van een uitgestelde zitting, bedoeld in artikel 16, § 3, wordt die termijn op 30 september gebracht, datum waarop de Commissie een beslissing moet hebben genomen voor alle dossiers.

De beraadslagingen van de Commissie worden na afloop van de zitting genoteerd en ondertekend door de leden van de Commissie.

**Art. 20.** § 1. Het onderzoek van het dossier van de leerling die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan, gebeurt op de volgende wijze :

1° als de leerling het geheel van de cursussen heeft gevolgd in hetzelfde Centrum :

a) beslist de in artikel 18 bedoelde Raad van vormingswerkers over de toelating of weigering van de leerling in de hogere klas. Het Centrum maakt uiterlijk op 10 juli de lijst van de leerlingen voor wie een beslissing is genomen, samen met de resultaten van de examens alsook zijn beslissingen en adviezen aan het Instituut over. Die termijn wordt op 20 september gebracht voor de leerling die aan een verschillende zitting moet deelnemen.

Hij kan alle maatregelen voorstellen die de leerling kunnen helpen vooruitgang te boeken in zijn vorming.

b) als de bekwaamheid om naar de hogere klas over te gaan niet vastgesteld wordt, maakt de Raad van vormingswerkers ook een dossier met de beoordelingsgegevens en de verantwoording van zijn beslissing aan het Instituut over;

2° als de leerling cursussen in beide Centra heeft gevolgd :

a) beslist de Raad van vormingswerkers van elk Centrum over de toelating of de weigering van de leerling in de hogere klas.

Hij mag elke maatregel voorstellen die de leerling kan helpen vooruitgang te boeken in zijn vorming.

b) maakt elk Centrum uiterlijk op 10 juli de resultaten van de evaluatie en de beslissingen en voorstellen van de Raad van vormingswerkers over aan de territoriale directie die tussengekomen is in de erkenning van de leerovereenkomst. Die termijn wordt op 20 september gebracht voor de leerling die aan een uitgestelde zitting moet deelnemen.

§ 2. Het dossier van de leerling die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan of van wie de Raad of de Raden van vormingswerkers heeft of hebben geacht dat hij niet bekwaam is om naar de hogere klas over te gaan, wordt aan de in artikel 19 bedoelde toezichthoudende Commissie voorgelegd.

De Commissie mag een beslissing nemen m.b.t. de verlenging van de overeenkomst als zij acht dat de leerling moet blijven zitten.

De Commissie mag een beslissing nemen m.b.t. de intrekking van de erkenning van de leerovereenkomst, overeenkomstig artikel 26 van het besluit betreffende de voorwaarden waaronder de leerovereenkomsten worden erkend, als zij het noodzakelijk acht.

Een beslissing m.b.t. de intrekking van een erkenning die na een voorstel van de Commissie genomen werd, mag opgeheven worden met de voorafgaande toestemming van die laatste en voor zover voldaan wordt aan de voorwaarden voor de erkenning van een nieuwe overeenkomst.

De Commissie mag alle maatregelen voorstellen die de leerling kunnen helpen vooruitgang te boeken in zijn vorming.

**Art. 21.** De in artikelen 19 en 20 bedoelde beslissingen moeten door het Instituut goedgekeurd worden. In geval van intrekking van de erkenning worden voorstellen uitgebracht door de Commissie opdat de leerling zich zou kunnen heroriënteren, overeenkomstig artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 of van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de erkenningsvoorwaarden van de toezichthoudende afgevaardigde in de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

**Art. 22.** § 1. De resultaten van de evaluaties worden meegedeeld door het Centrum of de Centra waar de leerling de cursussen heeft gevolgd, aan die laatste en aan zijn wettelijke vertegenwoordiger en aan de toezichthoudende afgevaardigde, die deze onmiddellijk overmaakt aan de bedrijfsleider.

Als de Raad van vormingswerkers geacht heeft dat de leerling niet bekwaam is om naar de hogere klas over te gaan, worden die en zijn wettelijke vertegenwoordiger door het Centrum op de hoogte gebracht dat zijn dossier zal worden onderzocht door een toezichthoudende Commissie.

Als de leerling die de cursussen in twee Centra heeft gevolgd, door de Raad van vormingswerkers niet werd toegelaten in één of beide Centra :

1° brengt het Instituut de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger op de hoogte van het onderzoek van het dossier binnen de toezichthoudende Commissie;

2° brengt de toezichthoudende afgevaardigde de bedrijfsleider op de hoogte van het onderzoek van het dossier binnen de toezichthoudende Commissie.

§ 2. De voorstellen en beslissingen van de Commissie worden meegedeeld :

1° door het Instituut aan de betrokken Centra alsook aan de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger;

2° door de toezichthoudende afgevaardigde aan de bedrijfsleider.

**Art. 23.** Als de leerling moet blijven zitten, worden de contracterende partijen door de toezichhoudende afgevaardigde uitgenodigd om hun akkoord te geven over de verlenging van de leerovereenkomst. Hij stelt de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger schriftelijk in kennis van het feit dat de weigering van de verlenging of het gebrek aan antwoord als gevolg heeft dat de erkenning van de overeenkomst wordt ingetrokken. Die brief zal de termijn voor het antwoord bepalen alsook de straf in geval van gebrek aan reactie. Het Instituut moet het aanhangsel betreffende de verlenging van de leerovereenkomst uiterlijk op 30 september krijgen.

**Art. 24.** Op verzoek van de leerling kan het Centrum attesten uitreiken waaruit blijkt dat hij de lessen heeft gevolgd of dat hij voor de eindejaarevaluaties is geslaagd.

**Art. 25.** De evaluatie van de praktijkvorming op de werkplaats wordt door het Instituut uitgevoerd overeenkomstig de vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

De bedoeling van die evaluatie is :

1° na te gaan of de staat van de vorderingen die door de leerling bij zijn praktijkvorming gemaakt worden, voldoet aan de vereisten van het vormingsprogramma en of de voorwaarden van de leertijd beantwoorden aan de wettelijke en reglementaire voorschriften;

2° in voorkomend geval, de vastgestelde leemten en gebreken te verhelpen.

De evaluatie omvat twee delen :

— een regelmatige evaluatie;

— een jaarlijkse evaluatie.

### TITEL III. — *Evaluaties tijdens de vorming als bedrijfsleider*

#### HOOFDSTUK I. — *Evaluatie aan het einde van de vorming als bedrijfsleider*

**Art. 26.** Het Centrum organiseert de evaluatie aan het einde van de vorming als bedrijfsleider voor :

1° de regelmatige cursist die het laatste cursusjaar heeft gevolgd;

2° met de voorafgaande toestemming van het Centrum, de cursist die de cursussen geheel of gedeeltelijk niet heeft gevolgd omdat hij een vorige vorming al had gevolgd of wegens overmacht;

3° de regelmatige cursist die uitgesteld wordt of die afwezig was bij het C-examen en die voor 31 januari van het examenjaar een schriftelijke aanvraag indient bij het Centrum.

§ 2. De cursist die vrijgesteld is van de cursussen overeenkomstig artikel 48 van het besluit betreffende de cursussen, wordt vrijgesteld van de voor die cursussen georganiseerde evaluatie.

**Art. 27.** § 1. Geëvalueerd worden, volgens het vormingsprogramma opgemaakt door het Instituut voor elk beroep :

1° de beheerskennis en de beroepskennis, elk geëvalueerd naar verhouding van 30 % van de totaalpunten of de geïntegreerde kennis, die geëvalueerd wordt naar verhouding van 60 % van de totaalpunten;

2° de praktische beroepsbekwaamheden, naar verhouding van 40 % van de totaalpunten.

§ 2. In afwijking van § 1, mag een verschillende verdeling worden gekozen tussen de examens voor sommige door het Instituut vastgestelde vormingen.

§ 3. In afwijking van § 1, mogen de theoretische en praktische kennis tegelijkertijd worden geëvalueerd voor sommige door het Instituut vastgestelde vormingen.

§ 4. De in § 1 bedoelde evaluatie van de beheerskennis, van de theoretische beroepskennis en van de geïntegreerde kennis omvat :

1° een doorlopende evaluatie;

2° een examen georganiseerd na afloop van de vorming als bedrijfsleider dat bestaat uit een A-examen en een B-examen of uit een I-examen.

De verdeling van de punten tussen de doorlopende evaluatie en het eindexamen wordt door het Instituut vastgesteld.

Voor sommige vakken mag het Instituut beslissen geen evaluatie uit te voeren.

De evaluatie van de praktische beroepsbekwaamheden vindt plaats tijdens een C-examen georganiseerd na afloop van de vorming als bedrijfsleider.

§ 5. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen, mag het Instituut afwijken van de bepalingen van §§ 1 tot 4.

**Art. 28.** Twee zittijden worden georganiseerd voor de in artikel 27, § 4, bedoelde A-, B- en I-examens. De eerste zittijd, die aan het einde van de cursussen wordt georganiseerd, eindigt hoogstens op 15 juli. Die staat vermeld in de uurrooster-kalender. De tweede zittijd vindt plaats tussen 15 augustus en 15 september.

Voor het in artikel 27, § 4 bedoelde C-examen wordt één zittijd per jaar georganiseerd die tussen 15 mei en 30 september plaatsvindt.

In afwijking van het tweede lid, voor de vormingen die vermeld zijn op een door het Instituut opgemaakte lijst, als de leerling geslaagd is voor de A-, B- of I-examens, mag een bijkomende zittijd voor het C-examen worden georganiseerd tussen 15 december en 15 januari van het volgende jaar, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

In afwijking van het tweede lid, voor de door het Instituut vastgestelde seizoengebonden beroepen, met de voorafgaande toestemming van het Instituut, mogen de datums voor de organisatie van de C-examens op 31 december worden gebracht.

**Art. 29.** § 1. De in artikel 26, § 1, 1° en 2° bedoelde cursisten worden door het Centrum ingeschreven voor de A, B of I-examens.

Onder voorbehoud van § 2, worden de in artikel 26, § 1 bedoelde cursisten ingeschreven door het Centrum voor het C-examen.

§ 2. De kandidaat die een voldoende praktische ervaring kan aantonen, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, wordt door het Centrum ingeschreven voor het C-examen.

De kandidaat die stage loopt in een bedrijf overeenkomstig de modaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 of van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stage-overeenkomst, moet de in het eerste lid vereiste praktische ervaring kunnen aantonen.

**Art. 30.** De inhoud van de A-, B- en I-examens wordt door de vormingswerkers uitgewerkt overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld door het Instituut. Ze voeren de evaluatie uit.

**Art. 31.** In elk Centrum worden C-Examencommissies ingesteld. De Examencommissie is samengesteld uit een vormingswerker en, behoudens afwijking van het Instituut, een deskundige die de hoedanigheid van vormingswerker niet heeft.

Voor sommige beroepen mag een hoger aantal leden worden vastgesteld voor de C-Examencommissie.

Na eventuele raadpleging van de beroeps- en interprofessionele groeperingen, worden de leden van de C-Examencommissie voorgelegd door het Centrum. De definitieve lijst van de leden wordt aangevuld en vastgesteld door het Instituut, dat die bezorgt aan het Centrum om de C-Examencommissies te kunnen instellen.

De evaluatie van dit examen wordt door de C-examencommissie vastgesteld, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, namelijk wat betreft de inhoud en de evaluatiecriteria.

**Art. 32.** Uiterlijk vier weken voor het begin van de examens wordt een ontwerp van organisatieplan voor de C-examens door het Centrum voorgelegd aan het Instituut.

Het plan omvat o.a. de namen van de leden van de C-Examencommissie, de datum, het uur en de plaats van het examen en het aantal kandidaten.

Twee weken na de ontvangst van voornoemd ontwerp, stelt het Instituut het Centrum in kennis van zijn akkoord of van zijn opmerkingen. Na eventuele verbeteringen zendt het Centrum het definitieve organisatieplan aan het Instituut voor het begin van de examens.

**Art. 33.** § 1. Om de evaluatie met goed gevolg te ondergaan, moet de kandidaat het volgende resultaat behalen :

1° 50 % van de punten voor elk vak wat de A-, B- of I-kennis betreft.

60 % van de totaalpunten voor de vormingen die het getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs vereisen;

2° 50 % van de totaalpunten voor de B-kennis van de door het Instituut vastgestelde vormingen;

3° wat de praktijkkennis betreft, 60 % van de punten voor het geheel van de evaluatie en 50 % voor elke beroepsactiviteit in geval van beroepen met veelvoudige activiteiten die vermeld zijn op een door het Instituut vastgestelde lijst;

4° 60 % van de punten voor de praktijk- en theoretische kennis die tegelijkertijd geëvalueerd worden, zoals bedoeld in artikel 27, § 3.

§ 2. In afwijking van § 1, mag het Instituut de minima wijzigen die noodzakelijk zijn om te slagen of minima per vak vaststellen voor sommige vormingsprogramma's.

**Art. 34.** In elk Centrum worden Raden van vormingswerkers ingesteld. De Raad van vormingswerkers neemt de beslissingen betreffende het pedagogisch toezicht van de cursist en het eindexamen van de vorming, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

De Raad van vormingswerkers bestaat uit vormingswerkers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de toezichthoudende afgevaardigde, die raadgevende stem heeft. Hij mag elke persoon tot zijn werkzaamheden toelaten die beoordelingsgegevens kan verstrekken. Het Instituut wordt uitgenodigd tot de vergaderingen van de Raad ten minste vijftien dagen voor de datum waarop die plaatsvinden. Zijn gemachtigde kan die bijwonen met raadgevende stem.

De Raad van vormingswerkers komt ten minste één keer bijeen aan het einde van de vorming om te beslissen over het geval van de cursist die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan.

De eventueel beperkte Raad van vormingswerkers mag beraadslagen na afloop van de in artikel 28, eerste lid, vermelde tweede zitting.

**Art. 35.** Het Centrum geeft kennis van het resultaat van de evaluatie en de eventuele beslissing van de in artikel 34 bedoelde Raad van vormingswerkers aan de kandidaat, aan het Instituut en aan de toezichthoudende afgevaardigde. Die laatste deelt onmiddellijk het resultaat en de beslissing van de Raad van vormingswerkers mee aan de bedrijfsleider.

De kandidaat die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan en van wie de Raad van vormingswerkers heeft geacht dat hij voor het examen gezakt is, mag zich inschrijven voor de tweede zitting om de A-, B- of I-examens af te leggen waarvoor hij het minimum van de vereiste punten niet heeft behaald, met de voorafgaande toestemming van de Raad. De inhoud wordt door de Raad van vormingswerkers uitgewerkt.

De kandidaat die de evaluatie met goed gevolg heeft ondergaan of van wie de Raad van vormingswerkers heeft geacht dat hij voor het examen geslaagd is, krijgt een diploma afgegeven door het Centrum namens de Waalse regering.

Op verzoek van de cursist wordt een gedeeltelijk getuigschrift, dat overeenstemt met het door het Instituut opgemaakte model, afgegeven door het Centrum als hij voor één van de in artikel 27, § 1 bedoelde evaluaties geslaagd is.

De kandidaat die de evaluatie van de beheerscursussen met goed gevolg heeft ondergaan of van de wie de Raad van vormingswerkers heeft geacht dat hij voor het examen geslaagd is, krijgt een beheersgetuigschrift, dat overeenstemt met het door het Instituut vastgestelde model, afgegeven door het Centrum namens de Waalse regering.

#### HOOFDSTUK II. — *Evaluatie tijdens de vorming als bedrijfsleider*

**Art. 36.** § 1. Het Centrum organiseert een jaarlijkse evaluatie voor de regelmatige cursist.

De cursist die vrijgesteld is van de cursussen, overeenkomstig artikel 48 van het besluit betreffende de cursussen, is vrijgesteld van de voor die cursussen georganiseerde evaluatie.

§ 2. Twee zittingen kunnen worden georganiseerd voor de A-, B- en I-examens. De eerste zitting, die aan het einde van de cursussen georganiseerd wordt, eindigt uiterlijk op 15 juli en staat vermeld in de uurrooster-kalender. De tweede zitting vindt plaats tussen 15 augustus en 15 september.

**Art. 37.** § 1. Geëvalueerd worden, volgens het door het Instituut voor elk beroep opgemaakte programma:

a) hetzij de beheerskennis en de theoretische beroepskennis die geëvalueerd worden naar verhouding van 50 % van de totaalpunten;

b) hetzij de geïntegreerde kennis.

In afwijking van het eerste lid, mag het Instituut een verschillende verdeling kiezen tussen de examens voor sommige vormingen.

§ 2. De evaluatie omvat twee delen: enerzijds een evaluatie in de loop van het jaar en anderzijds een eindjaarexamen.

De verdeling van de punten tussen die twee delen wordt door het Instituut vastgesteld. Voor sommige vakken mag het beslissen om geen evaluatie uit te voeren.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen, mag het Instituut afwijken van de bepalingen van §§ 1 en 2.

**Art. 38.** De vormingswerkers bereiden de examens voor waarmee ze belast zijn.

De vormingswerkers voeren de evaluatie uit van de kennis van de kandidaat.

Voor elke kandidaat wordt door het Centrum een dossier opgemaakt met alle gegevens betreffende de evaluatie.

**Art. 39.** § 1. Om de evaluatie met goed gevolg te ondergaan, moet de kandidaat het volgende resultaat behalen:

50 % van de punten voor elk vak dat deel uitmaakt van de cursussen en

a) 60 % van de totaalpunten voor de vormingen die bij het begin van de cursus het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs vereisen of

b) 50 % van de totaalpunten in beroepskennis voor de door het Instituut vastgestelde vormingen.

§ 2. In afwijking van § 1, voor sommige vormingsprogramma's mag het Instituut die minima wijzigen of minima per vak vaststellen.

**Art. 40.** § 1. In elk Centrum worden Raden van vormingswerkers ingesteld. De Raad van vormingswerkers neemt de beslissingen betreffende het pedagogisch toezicht van de cursist en het eindexamen van de vorming, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

De Raad van vormingswerkers bestaat uit vormingswerkers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de toezichthoudende afgevaardigde, die raadgevende stem heeft. Hij mag elke persoon tot zijn werkzaamheden toelaten die beoordelingsgegevens kan brengen. Het Instituut wordt uitgenodigd tot de vergaderingen van de Raad ten minste vijftien dagen voor de datum waarop die plaatsvinden. Zijn gemachtigde kan die bijwonen met raadgevende stem.

De Raad van vormingswerkers komt ten minste één keer bijeen aan het einde van de vorming om te beslissen over het geval van de cursist die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan. De eventueel beperkte Raad van vormingswerkers mag beraadslagen na afloop van de in artikel 36, § 2, vermelde tweede zitting.

§ 2. Het dossier van de stagiair die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan en van wie de Raad of de Raden van vormingswerkers heeft of hebben beslist dat hij niet bekwaam is om naar de hogere klas over te gaan, wordt voorgelegd aan de in artikel 19 bedoelde toezichthoudende Commissie.

Die beraadslaagt overeenkomstig de in artikelen 20, § 2, en 21 bedoelde modaliteiten.

**Art. 41.** Het Centrum deelt het resultaat van de evaluatie schriftelijk mee, alsook de eventuele beslissing van de in artikel 40 bedoelde Raad van vormingswerkers, aan de kandidaat, aan het Instituut en aan de toezichthoudende afgevaardigde. Die laatste maakt het resultaat en de beslissing van de Raad van vormingswerkers onverwijld aan de bedrijfsleider over.

Op verzoek van de cursist kan het Centrum attesten uitreiken waaruit blijkt dat hij de lessen heeft gevolgd of dat hij voor één van de evaluaties is geslaagd.

**Art. 42.** Het onderzoek van het dossier van de stagiair die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan, gebeurt overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

**Art. 43.** Het Instituut voert de evaluatie uit van de praktijkvorming gegeven in het bedrijf aan de cursisten die een stage-overeenkomst hebben aangegaan overeenkomstig de besluiten van de Waalse Regering van 16 juli 1998 of van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stage-overeenkomsten in de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De bedoeling van die evaluatie is :

1° na te gaan of de staat van de vorderingen die door de stagiair bij zijn praktijkvorming gemaakt worden, voldoet aan de vereisten van het vormingsprogramma en of de voorwaarden van de stage beantwoorden aan de wettelijke en reglementaire voorschriften;

2° in voorkomend geval, de vastgestelde leemten en gebreken te verhelpen.

Die omvat twee delen :

— een regelmatige evaluatie;

— een jaarlijkse evaluatie.

### HOOFDSTUK III. — *Evaluatie van de snelcursussen*

**Art. 44.** De regelmatige cursist is onderworpen aan een evaluatie waarvan de voorwaarden om te slagen vastgesteld worden in de artikelen 33 en 39.

De evaluatie berust op het vormingsprogramma.

**Art. 45.** De vormingswerkers bereiden de examens voor waarmee ze belast zijn.

De vormingswerkers voeren de evaluatie uit van de kennis van de kandidaat.

Voor elke kandidaat wordt door het Centrum een dossier opgemaakt met alle gegevens betreffende de evaluatie.

**Art. 46.** In elk Centrum worden Raden van vormingswerkers ingesteld. De Raad van vormingswerkers neemt, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, de beslissingen betreffende het pedagogisch toezicht van de cursist en het eindexamen van de vorming.

De Raad van vormingswerkers bestaat uit vormingswerkers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de toezichthoudende afgevaardigde, die raadgevende stem heeft. Hij mag elke persoon tot zijn werkzaamheden toelaten die beoordelingsgegevens kan verstrekken.

Het Instituut wordt uitgenodigd tot de vergaderingen van de Raad ten minste vijftien dagen voor de datum waarop die plaatsvinden. Zijn gemachtigde kan die bijwonen met raadgevende stem.

De Raad van vormingswerkers komt ten minste één keer bijeen aan het einde van de vormingscyclus om de resultaten van elke cursist te onderzoeken en om te beslissen.

**Art. 47.** Binnen vijftien dagen na afloop van de vormingszittijd deelt het Centrum de resultaten mee van de evaluatie en van de eventuele beslissing van de Raad van vormingswerkers aan de kandidaat en aan het Instituut.

De kandidaat die de evaluatie niet met goed gevolg heeft ondergaan en van wie de Raad van vormingswerkers heeft geacht dat hij voor het examen gezakt is, mag zich inschrijven voor de tweede zittijd om de examens af te leggen waarvoor hij het minimum van de vereiste punten niet heeft behaald, met de voorafgaande toestemming van de Raad.

Die tweede zittijd moet door het Centrum worden georganiseerd binnen twee maanden na afloop van de eerste zittijd.

Binnen vijftien dagen na afloop van de tweede zittijd deelt het Centrum het resultaat van de evaluatie en de eventuele beslissing van de Raad van vormingswerkers mee aan de kandidaat en aan het Instituut.

**Art. 48.** Binnen de maand na afloop van de vorming wordt door het Centrum een getuigschrift dat overeenstemt met het door het Instituut vastgestelde typemodel, afgegeven aan de kandidaat die de evaluatie met goed gevolg heeft ondergaan of van wie de Raad van vormingswerkers heeft beslist dat hij voor het examen geslaagd is. Het getuigschrift wordt door het Centrum ter ondertekening voorgelegd aan het Instituut.

**Art. 49.** De vragenlijsten van de evaluaties worden vijftien dagen voor het verloop van de examens ter beschikking gesteld van het Instituut.

#### TITEL IV. — Slotbepalingen

**Art. 50.** In geval van een geschreven en met redenen omkleed geschil over de geldigheid van een evaluatie, mag de cursist een beroep indienen, naargelang van zijn situatie, hetzij bij de Beroepscommissie ingesteld bij het Instituut, hetzij bij de Beroepscommissie bedoeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot regeling van de beroepen en de organisatie en de werking van de Beroepscommissie voor de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

**Art. 51.** De regels voor de toepassing van dit besluit worden door het Instituut vastgesteld.

**Art. 52.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

**Art. 53.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

**Art. 54.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA



F. 2000 — 2433

[C — 2000/27415]

### **31 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour les professions d'opticien dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment l'article 5, 2°, 3° et 4°;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 23 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise et les apprentis doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives aux conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage pour la profession d'opticien dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, pour la profession d'opticien avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'apprenti qui souhaite conclure un contrat d'apprentissage dans la Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, pour la profession d'opticien doit répondre aux conditions suivantes :

1° avoir 16 ans accomplis et avoir réussi les quatre premières années de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

2° avoir 16 ans accomplis et avoir réussi les quatre premières années de l'enseignement secondaire professionnel et avoir satisfait à l'épreuve spécifique organisée par l'Institut.